

Questions orales

M. l'Orateur: Est-ce entendu?

Des voix: D'accord.

LE COMITÉ DE LIAISON CANADA-C.-B. AU SUJET DU COLUMBIA

Motion n° 34—L'hon. M. Hamilton:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie des comptes rendus des délibérations du Comité de liaison Canada-Colombie-Britannique relativement au fleuve Columbia, de 1958 jusqu'à la signature du Traité avec les États-Unis en janvier 1961.

(La motion est adoptée.)

M. Howard: Monsieur l'Orateur, au début de la session, j'ai invoqué le Règlement au sujet de cinq avis de motion portant production de documents, numérotés inclusivement de 36 à 40, qui datent de bien avant le début de cette session. J'avais cru comprendre que le secrétaire parlementaire se renseignerait au sujet de ces motions. Pourrait-il me dire maintenant quand il envisage d'y donner suite?

M. Reid: J'espère d'ici mercredi prochain, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre que les autres avis de motion soient reportés?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: Questions orales. Le député du Yukon invoque-t-il le Règlement?

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement étant donné l'importance de la question soulevée par le député d'Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (M. Marshall). La Chambre serait-elle disposée à consentir unanimement à renvoyer au comité permanent des Affaires des anciens combattants, les avis de motion inscrits aujourd'hui au nom du gouvernement, le rapport du groupe d'étude mixte des pensions de base déposé le 31 janvier 1973 ce consentement étant nécessaire pour les renvoyer immédiatement plutôt que d'attendre.

M. l'Orateur: Je ne suis pas certain qu'il s'agisse d'un rappel au Règlement. Je crois devoir le considérer comme une question du député.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je préférerais que nous différions cette question afin de décider s'il serait utile de tenir un autre jour un débat sur cette motion.

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES RÉPERCUSSIONS DES POLITIQUES FINANCIÈRES SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS ET L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'ai une question pour le ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Peut-il nous expliquer si c'est par crainte de l'inflation ou d'autre chose qu'il n'a pas adopté une attitude plus expansionniste lorsqu'il est devenu évident que l'objectif

[L'hon. M. Macdonald (Rosedale).]

qu'il s'était fixé dans son budget de mai dernier pour la création d'emplois ne serait pas atteint? Je pose la question en raison des propos tenus alors par le ministre, savoir que «le nombre d'emplois créés devrait être beaucoup plus considérable que l'an dernier» alors que de fait, d'après les chiffres publiés par Statistique Canada, le nombre des emplois créés en 1971 s'établissait à 334,000 contre 220,000 en 1972, soit un tiers de moins que l'objectif du ministre.

• (1430)

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence n'a pas d'objection à ce que le ministre réponde à la question du député, mais il me semble qu'une question de cette nature, même si elle intéresse tous les députés, a une portée tellement étendue qu'elle appelle une réponse assez longue qui aurait plutôt sa place à l'appel des motions. La présidence accorde la parole au ministre pour lui permettre de répondre aussi brièvement que possible à la question du chef de l'opposition.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant a vraiment signalé un point litigieux dont je m'occuperai une autre fois. La création d'emplois, pour ce qui est des emplois créés, a été très encourageante cette année, n'étant dépassée que par l'accroissement rapide de la population active, lequel devrait se maintenir pendant deux ou trois ans.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je dois demander au ministre des Finances s'il estime avoir atteint son objectif quand il lui manque encore 114,000 emplois. Estime-t-il l'avoir atteint quand, après avoir prédit un taux de croissance pour 1972 de 6 à 6.5 p. 100, tout semble indiquer que le taux de croissance réelle s'établira entre 5 et 5.5 p. 100?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant ignore, tout comme moi d'ailleurs, quel est le taux réel, et il continuera de l'ignorer tant que les chiffres pour le quatrième trimestre ne seront pas disponibles. Nous ne le connaissons avec certitude que dans trois ou quatre semaines, lorsque les chiffres officiels du compte national seront publiés; même alors, ces chiffres seront sujets à modification. L'honorable représentant n'est pas plus sûr pour l'instant de ses chiffres de 5 à 5.5 p. 100 que je ne le suis moi-même des 6 à 6.5 p. 100.

L'hon. M. Hees: Et les emplois, John?

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Finances s'il sait que les ministres des finances qui adoptent cette attitude face à l'emploi sont aussi sujets à révision?

Des voix: Bravo!